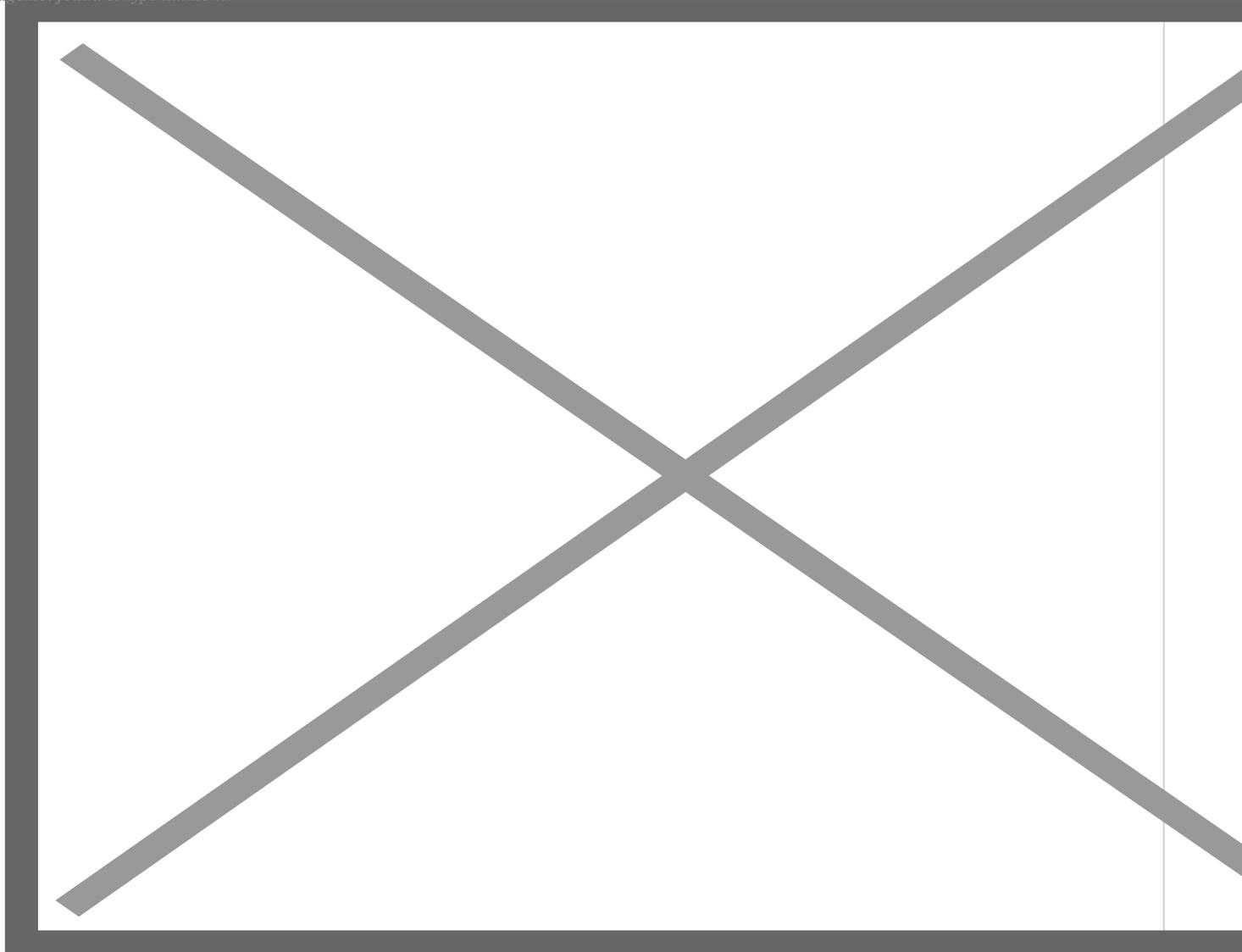


*Discours du Président Miguel
Díaz-Canel Bermúdez, au 12ème
Sommet extraordinaire de
l'ALBA-TCP*

Image not found or type unknown



Discours de Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République, lors du XIIe Sommet extraordinaire de l'ALBA-TCP, depuis le Palais de la Révolution, le 3 février 2025, « l'an 67 de la Révolution ».

Études sur la révolution

(Versions en sténo - Présidence de la République)

Cher Nicolás, Président de la République bolivarienne du Venezuela ;

Cher Luis Arce, Président de l'État plurinational de Bolivie ;

Chers Daniel Ortega et Rosario Murillo, respectivement président et coprésidente de la République du Nicaragua ;

Monsieur Roosevelt Skerrit, Premier ministre du Commonwealth de la Dominique ;

Cher Premier ministre Ralph Gonsalves de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, et Cher Premier ministre Philip Pierre de Sainte-Lucie ;

Chers frères, chefs d'État et de gouvernement, et autres représentants de notre Alliance bolivarienne et de la République sœur du Honduras, représentée par sa chère présidente Xiomara Castro :

Je pense que l'initiative du secrétariat de l'ALBA d'organiser cette réunion de travail est très utile pour mettre à jour nos priorités et échanger sur les défis actuels et futurs de notre région.

Comme vous le savez, quelques heures à peine après son investiture, le président du gouvernement des États-Unis a réinscrit Cuba sur la liste arbitraire des États qui soutiennent prétendument le terrorisme,

sans preuve, sans justification et sans aucun respect pour la vérité.

Ils l'ont fait dès le premier jour, car très vite, on aurait pu constater à quel point les Cubains auraient été soulagés d'être retirés de cette liste, ce qui a multiplié le siège contre Cuba.

Nous voudrions profiter de cette occasion pour remercier les membres de cette Alliance pour leurs efforts et leurs demandes de retrait de Cuba de cette liste. C'est une chose que le précédent gouvernement des États-Unis a dû reconnaître, tout comme ce gouvernement a reconnu publiquement, bien que très tardivement, qu'il n'y avait aucune raison ni aucun argument pour maintenir notre pays sur cette liste frauduleuse et fallacieuse.

Mais nous devons tenir compte du fait qu'il ne s'agit pas seulement de Cuba, que toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est menacée et que seule l'unité nous permettra de faire face à l'articulation de la contre-offensive impérialiste et oligarchique qui soutient cette menace.

Il nous est impossible d'oublier les épisodes d'ingérence qui, il y a quelques années à peine, ont eu lieu dans notre zone de paix, combinant des plans aussi délirants que dangereux.

Aujourd'hui, le gouvernement des États-Unis tente de définir les options qui s'offrent aux pays de la région : se soumettre ou être l'objet d'une agression.

Et dès le premier jour, comme nous l'avons vu, la nouvelle administration américaine a fait preuve d'un mépris total pour les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes et leurs institutions, en recourant grossièrement au mensonge et à la manipulation.

Des épithètes racistes, des stéréotypes et des généralisations sont utilisés, qualifiant des millions d'innocents de criminels parce qu'ils sont latino-américains et caribéens, et le gouvernement américain menace et tente de légitimer l'imposition de mesures coercitives unilatérales et d'autres décisions sans respect de l'ordre des autres pays.

Nous pensons que, face à ce scénario, il nous appartient de faire la part des choses entre la rhétorique et le désespoir de ces acteurs pour atteindre des objectifs à court terme.

Il y a quelques heures à peine, ces questions ont été débattues ici, à La Havane, lors d'un événement mondial consacré à José Martí et à l'équilibre du monde. Nous devons à l'apôtre de notre indépendance une réflexion cruciale sur la manière d'agir face à ces défis. Et je voudrais reprendre trois phrases d'un texte publié dans Patria :

« Ni les peuples ni les hommes ne respectent ceux qui ne se font pas respecter ».

« Les hommes et les peuples parcourent ce monde en enfonçant leurs doigts dans la chair des autres pour voir si elle est molle ou si elle résiste, et nous devons rendre la chair dure, pour qu'elle chasse les doigts audacieux ».

« Les Cubains montrent qu'en matière de gifle, il n'y a qu'une joue entre nous - résistons tous au fait que nous devons tous souffrir ».

Je pense qu'il va de soi qu'avec la Révolution et l'orientation de Fidel, Cuba a fait sienne toute l'idéologie de Marti, qui est une source nourrissante de dignité, de solidarité et d'anti-impérialisme.

Nous ne nous laisserons pas provoquer par le nouveau gouvernement des États-Unis et nous ne suivrons pas le rythme qu'ils veulent imposer. Nous resterons calmes, en analysant chaque action et en réagissant si nécessaire, avec le courage et l'audace dont nos dirigeants, Fidel Castro, Hugo Chávez et Raúl Castro, ont toujours fait preuve.

Il ne fait aucun doute que le scénario politique et géostratégique actuel va exacerber les irritants nombreux et variés entre les États-Unis et Notre Amérique.

Il ne s'agit plus de spéculations. Le gouvernement impérialiste lui-même a publiquement déclaré qu'il menaçait l'intégrité territoriale des nations, comme en témoignent ses références au canal de Panama et les mesures prises pour réécrire la géographie régionale.

Bref, les divisions et les différences pourraient s'accentuer.

Ce n'est pas la première fois. Rappelons que lors du premier mandat de Trump, les structures régionales ont été polarisées ou semi-paralysées et qu'un groupe de pays a été encouragé à fonder d'autres structures dans la région, sous prétexte que celles d'orientation idéologique supposée devaient disparaître.

N'oublions pas, et j'ai quelques notes ici, ce que l'autre administration a fait par rapport à la question migratoire. Cette administration de Donald Trump entre 2017 et 2021 est celle qui a défendu la construction du mur à la frontière mexicaine ; c'est celle qui a proposé une politique de tolérance zéro et

de séparation des familles, qui a conduit à séparer des milliers d'enfants migrants de leurs parents à la frontière ; c'est celle qui a conduit à la restriction des programmes d'asile et de protection.

Souvenez-vous du programme Stay in Mexico, qui obligeait les demandeurs d'asile à attendre au Mexique pendant que leur dossier était traité ; il a également réduit le nombre de réfugiés admis aux États-Unis, fixant des limites historiquement basses.

À l'époque, Trump a tenté d'éliminer le programme DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals), qui protège de l'expulsion les jeunes immigrants sans papiers arrivés aux États-Unis alors qu'ils étaient enfants ; mais cette décision a été bloquée par les tribunaux.

Mais il s'agissait d'une politique migratoire totalement anti-immigrés, avec un discours critique à l'égard des migrants, les décrivant parfois comme une menace pour la sécurité et l'emploi des Américains. Cela a suscité de nombreuses critiques à l'égard de cette politique, qui était une approche totalement nationaliste et très conforme à sa fameuse promesse de mettre l'Amérique au premier plan.

Dans tout cela, Cuba aspire à une migration ordonnée, sûre, régulière et respectueuse des droits de l'homme.

Cuba défend également la préservation de la CELAC en tant qu'espace légitime de dialogue et de coordination politique des 33 pays de la région et le maintien de ses principes, ce qui est aujourd'hui très nécessaire.

Dans le cadre de l'ALBA-TCP, la priorité serait de renforcer un agenda économique basé sur la complémentarité, qui tire parti de toutes les potentialités de chaque pays.

En ce qui concerne les autres questions liées à la migration, nous voudrions réitérer nos points de vue :

Pour Cuba, la déportation violente et aveugle de migrants aux États-Unis, les détentions arbitraires et autres violations des droits de l'homme sont inacceptables, des mesures qui, en outre, sont utilisées comme armes de pression politique et de chantage à l'encontre des peuples de Notre Amérique.

La création d'un centre de détention sur la base navale américaine de Guantanamo Bay, où des dizaines de milliers de personnes seront emprisonnées, est un acte barbare. C'est aussi une menace pour la sécurité nationale de Cuba et de la sous-région. Il s'agit d'une enclave militaire qui occupe une partie du territoire cubain contre la volonté de notre peuple et de notre nation. Il abrite également un centre de détention et de torture qui a été condamné par la communauté internationale à de nombreuses reprises.

La construction d'une perspective migratoire de paix, de compréhension et de collaboration, sans politisation, est une question qui requiert notre effort collectif et commun.

Les expulsions de migrants doivent être effectuées dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux qui préservent la souveraineté de chaque pays et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures.

Et je voudrais reprendre trois phrases d'un texte publié dans Patria :

« Ni les peuples ni les hommes ne respectent ceux qui ne se font pas respecter ».

« Les hommes et les peuples parcourent ce monde en enfonçant leurs doigts dans la chair des autres pour voir si elle est molle ou si elle résiste, et nous devons rendre la chair dure, pour qu'elle chasse les doigts audacieux ».

« Les Cubains montrent qu'en matière de gifle, il n'y a qu'une joue entre nous - résistons tous au fait que nous devons tous souffrir ».

Les migrants et les flux migratoires ne sont pas un problème, mais un phénomène de notre temps, une expression des défis du système international et de l'ordre économique injuste qui prévaut.

Le gel de l'aide publique est une démonstration de l'égoïsme et de la politique discriminatoire que les États-Unis poursuivront.

Les premiers décrets du président Trump, tels que le retrait de l'Accord de Paris, ainsi que la déclaration d'une urgence énergétique nationale et la « libération énergétique » du pays, auront un impact très négatif sur les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique et la crise environnementale globale de la planète.

Face à ce défi pour la coopération internationale, les réponses du Sud doivent être renforcées plus que jamais. En ce sens, la capacité de concertation régionale sera vitale pour exiger ce qui nous revient de droit, et je crois que nous devrions parvenir à certains accords sur ces points lors de cette réunion.

Frères :

Le concept d'« unité dans la diversité » mis en exergue par le général d'armée Raúl Castro Ruz, en tant que caractéristique de la CELAC et d'autres mécanismes d'intégration, acquiert une plus grande validité face aux tentatives croissantes de nous diviser et de nous faire reculer dans la concertation déjà réalisée sur des questions prioritaires pour nos nations.

Répondons à la contre-offensive impérialiste par l'unité et la globalisation de la solidarité, par la promotion de l'intégration, de la coopération et du dialogue.

L'Agenda stratégique 2030 de notre Alliance, approuvé par les chefs d'État et de gouvernement le 24 avril 2024, lors du 23e sommet à Caracas, est l'expression du travail et des efforts de cette petite communauté de nations et la boussole qui doit nous guider pour atteindre de nouveaux résultats.

Nous saluons les initiatives que l'Alliance a encouragées dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda stratégique.

Nous soutenons l'initiative AgroAlba, qui a progressé avec la signature d'un accord-cadre lors du 24e sommet de l'ALBA-TCP, qui s'est tenu le 14 décembre 2024 à Caracas. Il est maintenant temps de travailler au niveau bilatéral pour établir des modalités qui contribuent à augmenter la production alimentaire et à garantir notre sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Je pense que si nous examinons les problèmes actuels de nos nations, il est important qu'AgroAlba inclue des éléments de technologies agro-écologiques pour la production alimentaire.

Cuba a également apporté sa contribution à l'étude SELA, commandée par la Banque de l'ALBA et le Secrétariat exécutif de l'Alliance, qui, une fois achevée, permettra d'identifier les niches de production nationale qui faciliteront l'objectif de renforcement des échanges entre nos peuples et favoriseront la complémentarité économique nécessaire.

Pour ce faire, il sera indispensable d'établir des voies de communication maritimes et aériennes afin d'améliorer les connexions entre les pays concernés.

En ce qui concerne l'intelligence artificielle, je voudrais réaffirmer que, sur la base de certains des points que j'ai relevés, il s'agit d'une technologie transformatrice qui peut aider les pays du Sud, les pays de notre Alliance, à obtenir des résultats positifs si nous travaillons de manière coordonnée. L'utilisation de

l'intelligence artificielle présente des aspects positifs, avec un impact sur les progrès de la médecine, sur l'efficacité et la productivité, sur l'innovation dans les services, sur la contribution à la durabilité et sur l'accès à l'éducation et à la connaissance.

Mais l'utilisation de l'intelligence artificielle comporte également des défis et des préoccupations, tels que l'éthique et la vie privée, les préjugés et la discrimination, l'impact sur l'emploi, le manque de transparence et les risques existentiels.

Dans notre pays, nous avons adopté une stratégie de développement de l'intelligence artificielle fondée sur l'éthique et conforme à nos principes, et nous disposons également d'un système opérationnel pour soutenir cette stratégie.

Nous avons préparé le capital humain et, bien que nous ne disposions pas d'une infrastructure puissante, nous avons déjà des projets dans certains centres de recherche dont nous devons multiplier les bonnes pratiques et les expériences.

Il abrite également un centre de détention et de torture qui a été condamné par la communauté internationale à de nombreuses reprises.

La construction d'une perspective migratoire de paix, de compréhension et de collaboration, sans politisation, est une question qui requiert notre effort collectif et commun.

Les expulsions de migrants doivent être effectuées dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux qui préservent la souveraineté de chaque pays et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures.

La plupart des migrants présents sur le territoire américain y sont arrivés attirés par leur développement économique et pour satisfaire des besoins fondamentaux que les économies de leurs pays ne sont pas en mesure de fournir, souvent en conséquence, comme l'a expliqué M. Maduro, des politiques économiques et commerciales promues par les États-Unis.

Les migrants et les flux migratoires ne sont pas un problème, mais un phénomène de notre temps, une expression des défis du système international et de l'ordre économique injuste qui prévaut.

Le gel de l'aide publique est une démonstration de l'égoïsme et de la politique discriminatoire que les États-Unis poursuivront.

Les premiers décrets du président Trump, tels que le retrait de l'Accord de Paris, ainsi que la déclaration d'une urgence énergétique nationale et la « libération énergétique » du pays, auront un impact très négatif sur les efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique et la crise environnementale globale de la planète.

Face à ce défi pour la coopération internationale, les réponses du Sud doivent être renforcées plus que jamais. En ce sens, la capacité de concertation régionale sera vitale pour exiger ce qui nous revient de droit, et je crois que nous devrions parvenir à certains accords sur ces points lors de cette réunion.

Frères :

Le concept d'« unité dans la diversité » mis en exergue par le général d'armée Raúl Castro Ruz, en tant que caractéristique de la CELAC et d'autres mécanismes d'intégration, acquiert une plus grande validité face aux tentatives croissantes de nous diviser et de nous faire reculer dans la concertation déjà réalisée sur des questions prioritaires pour nos nations.

Répondons à la contre-offensive impérialiste par l'unité et la globalisation de la solidarité, par la promotion de l'intégration, de la coopération et du dialogue.

L'Agenda stratégique 2030 de notre Alliance, approuvé par les chefs d'État et de gouvernement le 24 avril 2024, lors du 23e sommet à Caracas, est l'expression du travail et des efforts de cette petite communauté de nations et la boussole qui doit nous guider pour atteindre de nouveaux résultats.

Nous saluons les initiatives que l'Alliance a encouragées dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda stratégique.

Nous soutenons l'initiative AgroAlba, qui a progressé avec la signature d'un accord-cadre lors du 24e sommet de l'ALBA-TCP, qui s'est tenu le 14 décembre 2024 à Caracas. Il est maintenant temps de travailler au niveau bilatéral pour établir des modalités qui contribuent à augmenter la production alimentaire et à garantir notre sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Je pense que si nous examinons les problèmes actuels de nos nations, il est important qu'AgroAlba inclue des éléments de technologies agro-écologiques pour la production alimentaire.

Cuba a également apporté sa contribution à l'étude SELA, commandée par la Banque de l'ALBA et le Secrétariat exécutif de l'Alliance, qui, une fois achevée, permettra d'identifier les niches de production

nationale qui faciliteront l'objectif de renforcement des échanges entre nos peuples et favoriseront la complémentarité économique nécessaire.

Pour ce faire, il sera indispensable d'établir des voies de communication maritimes et aériennes afin d'améliorer les connexions entre les pays concernés.

En ce qui concerne l'intelligence artificielle, je voudrais réaffirmer que, sur la base de certains des points que j'ai relevés, il s'agit d'une technologie transformatrice qui peut aider les pays du Sud, les pays de notre Alliance, à obtenir des résultats positifs si nous travaillons de manière coordonnée. L'utilisation de l'intelligence artificielle présente des aspects positifs, avec un impact sur les progrès de la médecine, sur l'efficacité et la productivité, sur l'innovation dans les services, sur la contribution à la durabilité et sur l'accès à l'éducation et à la connaissance.

Mais l'utilisation de l'intelligence artificielle comporte également des défis et des préoccupations, tels que l'éthique et la vie privée, les préjugés et la discrimination, l'impact sur l'emploi, le manque de transparence et les risques existentiels.

Dans notre pays, nous avons adopté une stratégie de développement de l'intelligence artificielle fondée sur l'éthique et conforme à nos principes, et nous disposons également d'un système opérationnel pour soutenir cette stratégie.

Nous avons préparé le capital humain et, bien que nous ne disposions pas d'une infrastructure puissante, nous avons déjà des projets dans certains centres de recherche dont nous devons multiplier les bonnes pratiques et les expériences.

Nous avons développé des projets dans les domaines de la formation et de l'éducation, de la santé et de l'agriculture.

Nous avons établi des alliances avec des pays et des organisations internationales en termes de collaboration et, bien sûr, nous avons les limites liées à l'infrastructure dans des conditions de blocus.

L'annonce faite par le Venezuela, lors du sommet de décembre dernier, de la création d'un centre à cet effet à Caracas, pourrait être une force motrice pour le travail urgent que nous devons et pouvons réaliser ensemble dans ce domaine important qui peut contribuer dans une large mesure au développement auquel nous aspirons.

Enfin, nous croyons que si cette Alternative, née de la prémisse bolivarienne de l'intégration qui nous sauvera, continue à travailler ensemble, nous pourrions atteindre le développement auquel nous aspirons.

En définitive, nous pensons que si cette Alternative, née de la prémisse bolivarienne de l'intégration qui nous sauvera, continue d'avancer avec plus d'unité, plus de dynamisme, plus de coordination et plus de volonté de renforcer et même de sauver certains des projets qui ont eu un fort impact sur nos peuples, si rien ni personne ne parvient à nous détourner de nos objectifs, rien ni personne ne pourra nous empêcher de réaliser les rêves auxquels tant de générations ont consacré leur énergie et même leur vie. Tel est l'engagement de Cuba, Maduro, envers notre Alliance, envers les peuples qui la composent et, bien sûr, avec eux tous, nous nous battons pour la Victoire pour toujours !

Je vous remercie.

(Traduit du site de la Présidence de la République)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/375779-discours-du-president-miguel-diaz-canel-bermudez-au-12eme-sommet-extraordinaire-de-lalba-tcp>



Radio Habana Cuba